

Congrès programmatique d'Arras - Décembre 2009

Contribution de Bruno Cipriani - Responsable section Golfe de Fos - Bouches-du-Rhône

**Chapitre 2 > Développement économique, écologique et social durable**

**Section 2 > Finances publiques**

**Objet > Réforme de la Taxe Professionnelle**

La réforme de la taxe professionnelle est un grand débat !

Si l'on fait une petite analyse, en fait, les entreprises donnent beaucoup d'argent aux - A TOUTES - collectivités locales sans qu'elles puissent avoir un droit de regard sur l'utilisation de ces fonds.

Les élus avaient plein pouvoir pour les dépenser, à bon ou à mauvais escient, avec toutes les dérives que l'on connaît...

Je propose donc que la collecte d'une partie de ces sommes soit maintenue via une nouvelle taxe qui abonderait un fond que je nommerais le **F.I.L (Fond d'Investissement Local)**.

Aujourd'hui, chaque communauté de villes se doit de faciliter la création d'une association qui regroupe l'ensemble des entreprises implantées sur son territoire.

Je propose donc que ce F.I.L. soit directement géré par ces groupements d'entreprises avec pour objectifs de participer, sur son territoire, en partenariat avec les collectivités locales et les organismes bancaires au financement et au développement de :

1 > Des entreprises locales

2 > Des structures de formations locales

3 > Des associations locales

4 > Des infrastructures

5 > Etc....

Un tel système permettrait de rééquilibrer le rapport de force entre le monde politique et le monde économique local mais aussi entre le milieu bancaire et les entrepreneurs.

Les entreprises sont accoutumées, depuis toujours, à ce type de taxes, si le mode de calcul est plus juste et si le taux est minimisé, une **TAXE POUR L'INVESTISSEMENT** serait quasi indolore et très bien perçue.

A une époque où les élus locaux vont être obligés de gérer plus efficacement leur budget et où les banques, toutes puissantes, ne jouent pas vraiment leur rôle, le F.I.L. serait bien venue...

**La gestion de la cité ne peut désormais plus n'être confiée qu'aux politiques, la société civile et notamment les entreprises doivent apporter leur contribution pour augmenter la performance globale de chaque investissement.**